

*Au delà de la lutte contre la pauvreté, un projet de  
développement humain*

*Dr. Khaled SAADAoui*

*Maître de conférences  
Université Ferhat Abbès,  
Sétif .Algérie*

*Dr . Mokhtar MAAZOUZ*

*Maître de Conférences,  
CEMAFI, Sophia –Antipolis Université  
Nice. France.*

**Résumé:**

Les études sur les mesures de la pauvreté en Algérie, d'envergure nationales, sont plutôt rares, on peut en dénombrer essentiellement trois: la première réalisée par la Banque Mondiale en 1999 se rapportant aux années 1988 et 1985; la deuxième a consisté en l'élaboration d'une carte de la pauvreté par l'ANAT. La troisième est l'œuvre du Commissariat Général à la Planification et à la Prospective (référence à l'année 2000). Celle-ci n'a pas encore fait l'objet de diffusion. Ce papier restitue l'évolution de la pauvreté en parallèle avec l'évolution du contexte macro-économique en Algérie depuis le début des réformes économiques (daté à la fin des années quatre vingt), ainsi que les différentes approches habituelles suivies pour mesurer la pauvreté.

**Mots clés:** développement humain, mesure de la pauvreté, réforme économique.

## **Introduction**

Le concept de développement a connu une évolution marquée par la prise en compte de certains principes, de la dimension démocratie, liberté, justice sociale respect de la personne dans la diversité de ses idées et de ses cultures; cette évolution s'expliquant pour une bonne partie par l'essor des techniques de communication, par la révolution de l'information, petit à petit ces principes sont reconnus comme vecteurs de bien être certes mais au delà, comme moteurs de développement. L'approche ayant prévalu jusqu'aux années quatre vingt se limitaient à des indices, à l'analyse du revenu ou du budget. Elle ne touche pratiquement qu'à l'aspect quantitatif (quantité de biens et services consommés par le ménage) ne prenant pas en compte la dimension qualitative de ce bien être: cette composante nouvelle liée à l'évolution des sociétés a été mise en évidence par **AMARTYA SEN** qui a révélé la place non négligeable qu'elle tenait dans les exigences de l'individu dont le bien être ne se mesure plus seulement par un **PNB**, une quantité de biens et services consommés. C'est ainsi que se justifie la nouvelle perception du bonheur dans notre "**village planétaire**": désir de participer à la décision touchant la vie collective, soit accrue de justice et d'égalité, de respect de la dignité humaine. Problèmes auxquels sur lesquels s'étaient déjà penchés les auteurs auxquels nous devons l'indice de concentration (Gini), courbe de concentration des revenus (Lorenz) et qui ont travaillé sur la répartition des richesses dans la société. Il reste que cette dimension nouvelle entrant dans le concept de

## ***Au delà de la lutte contre la pauvreté, un projet de développement humain***

niveau de vie exige l'utilisation d'instruments de mesure nouveaux sur le terrain faute d'outils conceptuels avérés. Comment en effet mesurer la bonne gouvernance démocratique si on cherchait à dresser un tableau de bord dont pourrait se servir l'analyste?.

### **I. La lutte contre la pauvreté et la misère: un défi permanent pour les gouvernants.**

Il est difficile de nier d'une manière globale que le niveau de développement économique et social qu'a connu l'humanité au cours du vingtième siècle est sans précédent. Sur le plan économique, ce développement est caractérisé par une forte croissance du produit national brut (PNB) de la majorité des pays, d'une augmentation des revenus, d'une industrialisation et d'un progrès technologique appréciable. Pour diverses raisons objectives, ces progrès se réalisent essentiellement dans les pays du Nord mais profitent à des degrés différents à tous les habitants de la planète. A coté de la sphère économique, avec des fortunes diverses, on assiste à des mutations profondes telles que la modernisation de la société, dominance d'un modèle d'organisation politique caractérisée par la gestion démocratique et la participation publique. Avec plus de difficulté les notions de liberté politique et des droits de l'homme sont largement admises.

Ceci s'explique en partie par l'essor qu'ont connues les voies, les techniques de transport et de communication, la révolution en matière

d'information favorisant la liaison et les échanges entre nations; désormais les idées et les marchandises circulent sans obstacles, les distances se rétrécissent, les frontières disparaissent parfois même.

L'amélioration des conditions matérielles de vie (nutrition, accès à la santé, à l'éducation...) s'est traduite par un recul significatif de la mortalité, une espérance moyenne de vie plus longue. Toutefois, à côté de ces aspects positifs, les mutations se sont faites de manière très inégale : en effet pendant qu'une tranche de population profite de ce développement, l'autre, représentant la majorité, se voit plongée dans la misère et l'oppression, privée des besoins élémentaires pour la survie. La pauvreté, la famine, la malnutrition, les épidémies souvent accompagnées de violation des libertés et des droits humains les plus élémentaires des hommes et à un degré plus élevé ceux des femmes persistent.

Cette dualité a poussé les économistes à s'interroger sur la viabilité d'un tel modèle de développement économique et social et à relancer le débat sur la problématique du développement, sur ses moyens, son sens et son objet.

Trois thèses se sont alors confrontées:

- la thèse classique résumant le développement au sens économique pur, c'est à dire le développement des aspects matériels de la nation perçu comme une croissance continue du produit national brut, celui-ci reflétant la richesse de la nation, mesuré en termes de taux de croissance annuel, augmentation du revenu par tête, de progrès en industrialisation et en technologie, de modernisation de plus en plus poussée de la vie sociale.

## ***Au delà de la lutte contre la pauvreté, un projet de développement humain***

▪ la deuxième thèse se voulant plus sociale, plus humanitaire et valorisant la conception précédente se pose la question de l'objet du développement: celui-ci est alors perçu comme une croissance permanente et durable des richesses de la nation dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie des populations et la promotion de la vie humaine. Elle a donné naissance au concept de "développement humain". C'est sur cette philosophie que repose le programme des nations unies pour le développement (PNUD) dans la méthodologie de mesure du degré de développement d'un pays donné et sa classification parmi les nations du globe. C'est sur cette base que depuis 1990 le **PNUD** a commencé à publier son rapport mondial sur le développement humain avec pour objectif une mesure plus pertinente que celle fournie par les indicateurs économiques traditionnels de progrès en matière de développement. -la troisième thèse plus récente est celle de l'économiste "**AMARTYA SEN**", prix Nobel d'économie 1998. Dans son ouvrage "Un nouveau modèle économique - Développement, justice, liberté"<sup>i</sup> (titre originel "development as freedom"), l'auteur révolutionne la pensée et la pratique de la science économique: tout en valorisant les thèses précédentes de développement économique et de développement humain, leur ajoute une autre dimension la liberté - liberté de penser, de choisir, de participer et d'exercer le droit de contrôle sur la vie publique de la nation. La liberté des individus est considérée comme indispensable pour surmonter les contradictions et es handicaps engendrés par le

modèle de développement économique et social actuel. L'auteur admet toutefois que cette liberté d'action est nécessairement déterminée, contrainte par les possibilités sociales et économiques offertes à ces individus...

Le développement est alors défini comme "processus d'expansion de libertés réelles au sens large du terme dont jouissent les individus". La liberté apparaît ainsi à la fois comme l'objet principal du développement et comme son principal moyen.

Le sens du développement au sens de cette troisième thèse s'exprime de la manière suivante:

1. Un développement économique au sens de la croissance des ressources nationales, de l'augmentation du revenu des individus, d'un effort d'industrialisation et d'accès aux nouvelles technologies, d'organisation sociale et de préservation de notre environnement.

2. Un développement humain: les dispositions économiques et sociales fournies par le développement économique doivent être utilisées de manière à permettre une meilleure qualité de la vie en permettant l'accès à l'éducation, à la santé, le recul de la pauvreté...

3. Expression des libertés réelles des individus dans le cadre des structures sociales auxquelles ils appartiennent. Dans ce sens et parmi toutes les libertés dont les individus sont privés dans les pays en voie de développement, la liberté de prendre en charge son destin. En effet des hommes politiques conseillés par des experts choisis sur mesure se substituent aux peuples quant aux choix et orientations politiques, économiques et sociales à entreprendre. A titre d'exemple, sur le plan économique, des programmes de développement sophistiqués sont

## *Au delà de la lutte contre la pauvreté, un projet de développement humain*

proposés aux populations sans leur concertation ni participation parfois même sans les informer. C'est probablement là une des plus importantes causes expliquant l'échec de la plupart de ces programmes parce que ces stratégies considèrent les populations comme des destinataires passifs de programmes de développement perdant de vue la dimension humaine, sociale et même psychologique de ces acteurs. Ils oublient que l'homme du développement n'est pas une machine ou un robot qu'on règle et qu'on programme pour exécuter une tâche qu'un autre homme désire voir aboutir. Ainsi s'affirme une conception du développement économique et social d'un pays prenant comme indicateurs:

1. les résultats réalisés en matière de développement économique, de développement humain, par l'espace de libertés et de droits civiques au sens large dont jouissent les individus<sup>ii</sup>.

2. la dimension bonne gouvernance démocratique que définit la Banque Mondiale comme "l'exercice de l'autorité par le biais de traditions formelles et informelles, pour le bien commun"<sup>iii</sup>. Il convient de distinguer ici libertés et droits réels de libertés et droits formels que peut cacher l'existence d'institutions démocratiques (parlement, partis politiques...)<sup>iv</sup>.

A cette vision nouvelle correspondent certainement des fondements philosophiques de même que des indicateurs de mesure du développement économique, du développement humain, de bonne gouvernance.

C'est ainsi que pour l'Algérie et pour bon nombre de pays en voie de développement, il y a lieu de se demander s'il y a eu effectivement progrès en matière de niveau de vie des populations ou de développement humain, si ce développement a été équitable ce qui soulève notamment la question des disparités entre milieu rural et milieu urbain, entre régions, entre différentes couches sociales, entre hommes et femmes...

Concernant les libertés, les droits civiques, la gouvernance est-il possible de dresser un bilan?

## **II. La lutte contre la pauvreté en Algérie**

La politique économique et sociale de l'Algérie peut-être scindée en deux phases.

### **A. Première phase: la lutte contre la pauvreté. Un engagement sous tendu par les politiques de développement:**

Deux périodes distinguent l'évolution de l'Algérie du point de vue des efforts déployés pour sortir du sous développement: la première s'étend de l'indépendance aux années quatre vingt la seconde va de la fin des années quatre vingt à nos jours. Première phase de l'indépendance aux années quatre vingt:

Elle se caractérisait par une intervention massive de l'Etat dans la vie économique et sociale appuyées par des politiques de développement ayant pour objectif principal l'amélioration des conditions de vie des populations, des couches sociales les plus défavorisées, avec une priorité donnée pour le monde rural. Citons à ce titre les politiques de

## *Au delà de la lutte contre la pauvreté, un projet de développement humain*

réforme agraire, de l'équilibre régional, des plans communaux de développement, du soutien des prix à la consommation des produits de première nécessité, la gratuité des soins, la gratuité de l'enseignement à toutes les phases avec un enseignement primaire obligatoire, politique de santé soutenue (vaccination, espacement des naissances). Cette politique trouvait sa raison d'être dans le nombre impressionnant de privatisations qui caractérisait la vie de la population à la veille de l'indépendance, la forte disparité entre la ville et la campagne et la présence dominante des couches de condition modeste dans la société algérienne à la veille de l'indépendance. Cet état des lieux trouve son explication dans la discrimination et l'exclusion pratiquées durant la période coloniale. Cette première phase post-indépendance se caractérise par un grand effort de développement humain mais qui est soutenu non par un développement économique réel mais par un concours massif de l'Etat à travers le financement public; cette phase était aussi marquée par une centralisation excessive de l'activité politique économique et sociale. Les libertés d'action et d'initiative étaient nulles dans tous les domaines, les programmes économiques et sociaux sont élaborés dans les bureaux d'hommes politiques et d'experts et appliqués d'une manière passive dans la vie de la population.

### **B. Deuxième phase: la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Un défi dans le cadre de l'économie de marché :**

Durant la seconde phase (fin des années quatre-vingt, début des années quatre vingt dix) l'apparition des premiers signes de crise

annonçait le début de la faillite d'un système se traduisant par un inversement catégorique des principes des pouvoirs publics en matière de politique économique et sociale; l'endettement des entreprises publiques auprès du Trésor avec impact sur l'équilibre des finances publiques fut à l'origine des programmes de restructuration: ces entreprises devenues des gouffres financiers suscitérent un train de mesures (restructuration organique, financière, autonomie de gestion, liquidation des entreprises locales défailtantes, orientation vers une politique de privatisation...) Ces mesures donnèrent lieu, on s'en doute au licenciement d'un grand nombre de travailleurs. Sur le plan social l'Etat prit un recul en matière de politique de soutien social (libération des prix de tous les produits dans un contexte de déséquilibre de marché caractérisé par une offre très inférieure à la demande, suppression du soutien des prix pour les produits de première nécessité...) Il s'ensuivit un effondrement du pouvoir d'achat de la classe moyenne qui constituait la majorité de la composante sociale et une chute en un temps record dans la misère et la pauvreté.

Sur le plan politique par contre, on assiste à un engagement dans un programme d'ouverture et de démocratisation de la société: multipartisme, multi syndicalisme, début de liberté d'action et d'initiative des individus pour prendre en charge leur destinée par la création d'entreprises, d'associations...), orientation de l'économie nationale vers l'économie de marché. Une étape dont la transition n'est toujours pas achevée. Conscients de l'extrême importance d'une complémentarité entre les actions individuelles et les structures sociales, conscients également que la promotion des libertés

## ***Au delà de la lutte contre la pauvreté, un projet de développement humain***

individuelles dans des conditions de pauvreté et d'exclusion sociale ne peut pas être porteuse de développement au sens large, (développement économique et développement humain, l'Etat lance un certain nombre de programmes et d'actions pour contrecarrer les déséquilibres sociaux résultant des privatisations ( licenciements) et induits par la transition vers l'économie de marché. Des études sont réalisées, citons: l'étude nationale effectuée par l'Office National de la Statistique sur la pauvreté en 2000, la conférence nationale sur la pauvreté organisée en Octobre 2000 et appuyée par le PNUD, l'étude nationale sur les conditions de vie et le développement humain en général dans le monde rural réalisée par le ministère délégué chargé du développement rural en 2004 dans le cadre de la préparation de la stratégie nationale de développement durable.

### **III. Méthodologie pour apprécier le développement humain**

Diverses approches sont proposées:

1. approche recourant aux indicateurs traditionnels (économiques, démographiques, sociaux) Il s'agit: du PIB par habitant, du taux d'inflation, du taux de mortalité, de l'espérance de vie à la naissance, du taux de scolarisation, du taux d'alphabétisme des adultes, du taux de déperdition scolaire du taux de réussite à certains examens officiels (*BEF, BAC*), taux de chômage etc.

2. Indicateurs synthétiques pour mesurer les progrès accomplis en matière de développement humain conçus par le PNUD à partir de 1990:

- **IDH:** Indicateur de développement humain
- **IDSH:** Indicateur sexo spécifique du développement humain
- **IPH:** Indicateur de la pauvreté humaine avec deux sous indicateurs: IPH1 pour les pays en développement et IPH2 pour les pays industrialisés.
- **IPF:** Indicateur de participation des femmes

3. Quant à la bonne gouvernance et à la démocratie elle s'inspire des travaux menés par la Banque mondiale et le PNUD qui considère que la bonne gouvernance démocratique peut être au service du développement humain. La question fondamentale est celle de la place de l'individu si les individus ont leur mot à dire dans le fonctionnement des institutions impliquées dans le développement, si ces institutions, ces règles sont équitables. "Les libertés politiques, la participation à la vie sociale et la sécurité physique sont des capacités aussi fondamentales et universelles que savoir lire et écrire ou que la santé"<sup>v</sup>

Quelle définition donne le *PNUD* à la gouvernance? Concrètement cela signifie que:

- Les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont respectées, ce qui permet à chacun de vivre dans la dignité.
- Les individus ont leur mot à dire sur les décisions qui affectent leur vie
- Les populations sont à même de demander des comptes aux décideurs

## *Au delà de la lutte contre la pauvreté, un projet de développement humain*

- La vie en société est gouvernée par des pratiques, des institutions et des règles équitables

et applicables à tous

- Les femmes sont les égales des hommes dans les sphères publique et privée de la vie en

général et de la prise de décision en particulier

- Les individus échappent à toute discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique, la classe sociale ou toute autre caractéristique.

- L'action publique d'aujourd'hui tient compte des besoins des générations futures

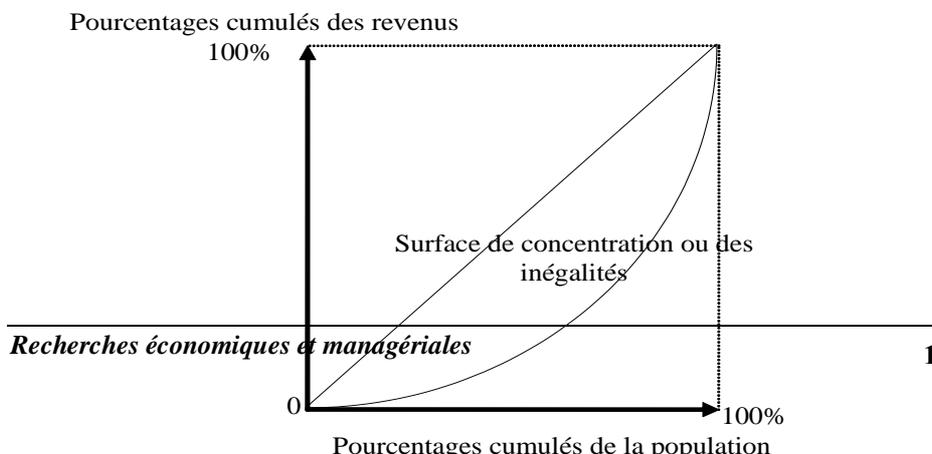
- Les politiques économiques et sociales s'attachent à répondre aux aspirations et aux besoins des individus

- Les décisions économiques et sociales visent à éradiquer la pauvreté et à élargir les choix accessibles à tous"<sup>vi</sup>

### **IV Quelques exemples d'indicateurs de répartition et de mesure des inégalités**

Les inégalités de répartition du revenu mondial sont un facteur explicatif dominant de la pauvreté dans le monde. Le sous-développement est souvent présenté comme un état de pauvreté qui ne permet pas la satisfaction des besoins fondamentaux. L'une des raisons

les plus influentes de cette situation est la forte inégalité dans la répartition des revenus ou d'une manière générale les inégalités dans la répartition des fruits de la croissance et du développement. Bien que la pauvreté et les inégalités ne soient pas spécifiques aux pays en voie de développement étant donné qu'une proportion non négligeable des pays développés est touchée par ce fléau, le niveau de vie des pauvres dans ces derniers aussi faible soit-il est supérieur à celui des pauvres dans les pays sous développés. Le PNUD en 19897 annonçait que 20% de la population dans le monde détient 82,7% de l'ensemble des revenus, les 20% qui suivent 11,7% et les 60% restants détenaient 5,6% du revenu mondial; en outre l'analyse de la répartition du revenu par tranche de population par quintile, c'est à dire par tranche de 1/5 ème , révèle que les deux premiers quintiles, c'est à dire les plus pauvres, sont entièrement constitués d'une population vivant dans les pays sous-développés. Le troisième quintile est composé en majorité de populations vivant dans ces mêmes pays avec une proportion très faible de populations des pays développés (2/33). C'est la courbe de Lorenz ou encore le carré de Gini qui met en relation le pourcentage cumulé croissant de la population totale représenté sur l'axe des abscisses avec le pourcentage croissant cumulé dans le même sens du revenu total.



*Au delà de la lutte contre la pauvreté, un projet de développement humain*

Quintile de population ( $\frac{1}{5}$ ème)	1 <sup>er</sup> quintile	2 <sup>ème</sup> quintile	3 <sup>ème</sup> quintile	4 <sup>ème</sup> quintile	qu
Proportion de population	20	20	20	20	
Pourcentage du revenu	7.0	11.6	16.1	22.7	
Pourcentage cumulé croissant de population	20	40	60	80	
Pourcentage cumulé croissant du revenu	7.0	18.6	34.7	54.4	

Données pour l'Algérie en 1995<sup>vi</sup>:

Quintile de	1 <sup>er</sup> quintile	2 <sup>ème</sup> quintile	3 <sup>ème</sup> quintile	4 <sup>ème</sup> quintile	5 <sup>ème</sup> quintile	Tota
-------------	--------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------	------

Population (1 <sup>ère</sup> quintile)						
Proportion de population	20	20	20	20	20	100
Pourcentage de revenu	2.5	5.7	9.9	17.7	64.2	100
Pourcentage cumulé croissant de population	20	40	60	80	100	-
Pourcentage cumulé croissant de revenu	2.5	8.2	18.1	35.8	100	-

Données pour le Brésil, la même année (1995):

La comparaison des deux tableaux révèle une plus grande concentration des revenus ou encore de plus grandes inégalités dans le cas du Brésil que pour l'Algérie. Cela signifie que pour les deux pays, il y a bien des inégalités de répartition du revenu total mais pour le Brésil elles sont plus fortes. L'étude des indicateurs de développement est une tâche délicate. La majorité de ces indicateurs tendent à s'intéresser au revenu monétaire sinon par des indicateurs sociaux, démographiques, économiques etc. qui rendent compte d'un aspect restreint du développement en général ou du niveau de vie des populations. Les travaux d'AMARTYA SEN permettent d'aller au delà du revenu monétaire avec l'indicateur composite "IDH" ou indice de développement humain. En guise de conclusion, les propos d'Aung San SUU Kyi<sup>viii</sup> expriment de manière explicite cette conception nouvelle du développement humain:

*Au delà de la lutte contre la pauvreté, un projet de développement humain*

"Il ne faut pas confondre développement humain et les actes de charité dont on gratifierait des populations dépourvues de tout moyen d'action. A l'heure où la menace terroriste pèse sur le monde, il n'est pas inutile de se dire que les personnes qui se sentent privées des moyens de vivre dans la dignité sont susceptibles de chercher un exutoire dans la violence. Il ne suffira pas de leur procurer une aisance matérielle pour les convertir aux idéaux de paix et d'unité. Il faut aussi donner une traduction concrète à leur potentiel de développement humain et respecter leur dignité. C'est ainsi qu'il pourront acquérir les compétences et la confiance nécessaires pour bâtir un monde solide et prospère, vivant dans une diversité harmonieuse."

## **Conclusion**

Il semble donc que le nombre de pauvres dépasse les 10 millions d'Algériens, un chiffre qui tranche avec les 72 302 personnes démunies recensées par le Ministère « Des Algériens vivant avec moins d'un dollar par jour, l'Algérie en compte de larges pans ». La pauvreté touche deux fois plus les zones rurales que les zones urbaines et plus les femmes chefs de ménage et les personnes sans instruction. Il suffit en effet d'aborder quelques personnes parmi les mendiants, SDF et exclus de tous bords, de plus en plus nombreux à Alger, pour être fixé sur l'origine rurale de l'écrasante majorité d'entre eux. Leur drame se confond avec celui plus large de l'agriculture traditionnelle en proie à une crise sans précédent, nourrie par une constante baisse des rendements agricoles, exacerbée par le phénomène du terrorisme qui a affecté, comme chacun le sait, surtout les zones rurales. En réalité, en dehors du fait que la croissance hors hydrocarbures soit molle, l'Algérie fait face à un problème de répartition inégale du revenu national.

Les conséquences de la crise socioéconomique pendant les dernières décennies menacent aujourd'hui les principes fondamentaux de la cohésion sociale que sont la solidarité, l'équité et l'accessibilité. Pour cela, prendre en compte le renforcement des capacités individuelles est nécessaire pour une meilleure structuration des capacités et faciliter leur transfert à la génération future. Ceci permettra de maintenir la cohésion sociale en réduisant le degré de vulnérabilité des personnes et

***Au delà de la lutte contre la pauvreté, un projet de développement humain***

de mieux préserver la dignité humaine. La hausse des potentialités humaines à côté de meilleures capacités individuelles contribue efficacement à soulager la situation de pauvreté que vivent les ménages actuellement et augmenter leur taux d'autonomie à faire face aux différents chocs externes dans le futur.

**Bibliographie**

AMARTYA SEN [1988]"Hunger and entitlements-Research for actions", *World Institute for development Economic Research, Finland, United Nations University.*

Dr. Khaled SAADAOUI & Dr. Mokhtar MAZOUZ

AMARTYA SEN [2000] "Un nouveau modèle économique - Développement, justice, liberté" traduit de l'anglais par Michel Bessière, *Editions Odile JACOB, Août 2000, Paris* .

Banque Mondiale [1999]: " Rapport sur le développement dans le monde 1998-1999"

*donnée de 1997, Washington.*

BENFERHAT Saad [1988] "Méthodologie des enquêtes sur le budget et la consommation des ménages- cas de l'enquête 1979-1980 en Algérie", *Mémoire de Magister , Institut National de la Planification et de la Statistique (INPS), Juin 1988, Alger.*

BENFERHAT Saad [2006]"Niveau de vie des ménages, développement humain et bonne gouvernance démocratique ...", *Projet de thèse de doctorat, Faculté des sciences économiques et de gestion, Université de Sétif, Algérie.*

BOURAS Zohra[2000]"La répartition des revenus en Algérie", *projet de thèse de doctorat, Université d'Alger faculté des sciences économiques et de gestion , février 2000,*

*Alger.*

Conférence [2000] "Conférence nationale sur la pauvreté en Algérie", organisée avec

*le concours du PNUD les 28, 29 et 30 octobre 2000, Alger.*



